

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 28/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AMCOR (ex ALCAN)**  
2 RUE FREDERIC MEYER  
BP 128  
67600 Sélestat

Références : 0006700537/JB/CE  
Code AIOT : 0006700537

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement AMCOR (ex ALCAN) implanté 2 rue Frédéric Meyer - 67600 Sélestat. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'année 2023, et également à la suite d'un signalement du 06/03/2023 par la mairie de Sélestat relatif à d'éventuelles nuisances olfactives générées par l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR (ex ALCAN)
- 2 rue Frédéric Meyer - 67600 SELESTAT
- Code AIOT : 0006700537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR est un site de fabrication et d'impression d'emballage souple multicouche à base de papier, films plastiques, aluminium (type opercules) pour l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des rejets atmosphériques ;
- Gestion des solvants ;
- Fonctionnement de l'incinérateur de COV ;
- Contrôle de la situation acoustique ;
- Risque foudre.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Contrôle de la situation acoustique	Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, articles 12.2 et 12.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 et 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
2	Incinérateur - Composés Organiques Volatils (COV)	AP Complémentaire du 11/02/2020, article 2	/	Sans objet
3	Registre de fonctionnement de l'incinérateur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Procès verbal
4	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, article 15.5	/	Sans objet
6	Nuisances	Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, article 8.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les 22 et 23 octobre 2022, l'incinérateur (installation de traitement nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet) n'a pas été exploité de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles il n'a pu assurer pleinement sa fonction (situation non conforme à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998). Sur cette période, l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées (un peu plus de 32 heures de by-pass pour 3,78 tonnes de COV rejetées). S'agissant d'une situation ponctuelle observée sur un week-end, il ne peut y être remédié. En conséquence, il n'est pas proposé de suites administratives. Toutefois, le non-respect des règles générales et prescriptions techniques relève des dispositions de l'article R.514-4 3° du code de l'environnement. Suite à ces constats, des suites pénales sont proposées par l'Inspection et un procès-verbal a été dressé.

Il est nécessaire que l'exploitant transmette le rapport d'incident en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

L'impact sonore engendré par l'activité de la société est non conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral en vigueur. Il n'est toutefois pas proposé de suite administrative à ce stade considérant que l'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle campagne de mesurage des niveaux sonores d'ici septembre 2023 (pour vérifier les résultats obtenus et mesurer correctement les niveaux de bruit résiduel), et que l'Inspection n'a pas été destinataire de plaintes pour des nuisances sonores associées au fonctionnement de ce site.

Il convient que l'exploitant transmette un bon de commande signé sous un délai d'un mois pour justifier de la programmation des mesures attendues sous un délai de trois mois.

Concernant les nuisances éventuelles de l'installation sur le voisinage évoquées dans le signalement de la mairie, il convient que l'exploitant présente au voisin concerné par les dépôts noirs sur sa véranda les résultats des analyses effectuées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants [...]</p>
<p><b>Constats :</b> La consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes (1712 tonnes en 2022). Un plan de gestion de solvants est donc requis. L'exploitant le dépose chaque année dans sa déclaration GERE.</p> <p>Le flux I2 (solvants provenant d'une régénération interne - prise en compte des solvants présents dans les 2 machines à laver de l'installation) est quantifié dans le plan de gestion de solvants et entre dans le calcul pour déterminer la quantité de solvants utilisés sur l'année (<math>I = I1+I2</math>).</p> <p>La quantité de solvant récupérée en interne en 2022 est de 2 755 tonnes (2687 tonnes en 2021).</p> <p>En cas de panne de l'incinérateur, les effluents canalisés chargés en COV sont évacués directement à l'atmosphère, sans traitement préalable (by-pass). D'après les registres tenus par l'exploitant, la quantité de solvants rejetée lors des mises en by-pass sur l'année 2022 est estimée à 6 892 kg eqC de COV (10 554 kg eqC de COV en 2021).</p> <p>Dans le plan de gestion des solvants, cette quantité est comprise dans le flux O1 (rejets canalisés).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Incinérateur - Composés Organiques Volatils (COV)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/02/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> La société est émettrice de COV. Les locaux sont sous dépression et les machines sont encapsulées pour ramener les vapeurs vers l'incinérateur. L'exploitant ne met en œuvre aucun COV dangereux cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.</p> <p>Un PC de contrôle permet de superviser le fonctionnement de l'incinérateur et de s'assurer de son bon fonctionnement. Les paramètres de fonctionnement de l'incinérateur sont reportés sur un écran de supervision (température d'oxydation, concentration en solvants des effluents entrants et sortants (notion de limite inférieure d'explosivité), débit...) et mesurés en continu.</p> <p>Les rapports trimestriels transmis par l'exploitant mettent en évidence le respect de la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés (en 2022 et lors du premier trimestre de l'année 2023, les valeurs de rejets sont conformes et comprises entre 1,3 et 9,3 mg/m<sup>3</sup>).</p> <p>Le plan de gestion de solvants transmis montre le respect du flux annuel des émissions diffuses en 2022 (1,75 %).</p>



Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

### N° 3 : Registre de fonctionnement de l'incinérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, By-pass
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p><b>Article R.512-69 du code de l'environnement (article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 2002)</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant «à la préfète et» à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident «les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu» les effets sur les personnes et l'environnement «les mesures d'urgence prises» les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]</p> <p><b>Constats :</b> En cas de panne de l'incinérateur, les effluents chargés en COV sont évacués directement à l'atmosphère, sans traitement préalable (by-pass). L'évacuation se fait par la même cheminée qu'en fonctionnement normal. Les rejets (traités ou non traités) sont mesurés en continu dans le conduit de cheminée.  L'exploitant tient un registre des mises en by-pass de l'incinérateur (date, durée du by-pass, débit d'extraction, concentration moyenne, quantité de rejet, origines du by-pass, cause(s) et action(s) corrective(s) menée(s)).</p> <p>Chaque trimestre, l'exploitant transmet une copie du registre pour le trimestre écoulé et une copie du rapport de contrôle trimestriel de l'incinérateur qui précise notamment le rendement d'épuration de l'incinérateur.</p> <p>Depuis la dernière inspection, les rapports du 3e et 4e trimestre 2022 ont été transmis, ainsi que celui du 1er trimestre 2023. Le rendement d'épuration est systématiquement supérieur à 98 % (98,58 % en T4 2022, 99,8 % en T2 2022).</p> <p>Les registres de mises en by-pass de l'incinérateur mettent en évidence ces dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50 enregistrements de by-pass en 2017 pour 25 074 kg eqC de COV rejetés,</li> <li>- 54 enregistrements de by-pass en 2018 pour 21 650 kg eqC de COV rejetés (baisse de 14 % par rapport à 2017),</li> <li>- 39 enregistrements de by-pass en 2019 pour 13 940 kg eqC de COV rejetés (baisse de 36 % par rapport à 2018),</li> <li>- 37 enregistrements de by-pass en 2020 pour 10 003 kg eqC de COV rejetés (baisse de 28 % par rapport à 2019),</li> <li>- 37 enregistrements de by-pass en 2021 pour 10 554 kg eqC de COV rejetés (augmentation de 5 % par rapport à 2020),</li> <li>- 20 enregistrements de by-pass en 2022 pour 6 892 kg eqC de COV rejetés (baisse de 34,7 % par rapport à 2021, et une baisse de 72,5 % par rapport à 2017),</li> </ul>

– 2 enregistrements de by-pass lors du 1er trimestre 2023 pour 525 kg eqC de COV rejetés.

Les rapports d'enregistrement des by-pass mettent notamment en évidence :

– 2 enregistrements de by-pass lors du T4 2022 résultant d'un problème de non enclenchement des 2 brûleurs en automatique (problème déjà observé 1 fois en T3 2021, 4 fois en T4 2021 et 5 en T2 2022, mais plus observé en T2 et T3 2022 suite à l'intervention de la société LAIR du 18 au 21 mai 2022 pour effectuer une reprise des réglages aérauliques et des flux d'air (la maintenance annuelle de l'incinérateur avec le constructeur DURR a d'ailleurs été effectuée courant du 3ème trimestre 2022 comme chaque année) pour un rejet total de 20,03 kg eqC de COV. Suite au remplacement du boîtier de sécurité fin décembre 2022, le défaut n'est plus observé dans le rapport d'enregistrement du T1 2023 ;

– 2 enregistrements de by-pass lors du T4 2022 résultant d'un problème sur le vérin K39-107 sur 2 jours consécutifs (vérin d'ouverture / fermeture de la chambre) :

- le samedi 22/10/2022, les effluents chargés en COV ont été évacués directement sans traitement préalable pendant une durée de 12,88 h (avec un débit d'extraction de 59 818 m<sup>3</sup>/h soit 1 505 kg rejetés). Le rapport d'enregistrement stipule que la cause n'est pas identifiée et qu'aucune action corrective n'a été menée,
- le dimanche 23/10/2022, les effluents chargés en COV ont également été évacués directement sans traitement préalable pendant une durée de 19,45 h (avec un débit d'extraction de 59 795 m<sup>3</sup>/h soit 2 273 kg rejetés) pour le même défaut sur le même vérin. Le rapport d'enregistrement stipule de nouveau que la cause n'est pas identifiée, mais indique comme actions correctives le réarmement du système et le redémarrage de l'installation.

Avec les actions correctives du 23/10/2022, le défaut n'a plus été observé par la suite.

Toutefois, un total de 3 778 kg de COV a été rejeté sur ces 2 jours, soit 54,8 % des émissions en by-pass de l'année 2022.

En séance, l'exploitant évoque un possible problème d'astreinte sur ce week-end en période de fonctionnement hors norme (habituellement, en période de fonctionnement normale, les horaires de travail ne sont pas aussi importantes et couvrent uniquement la tranche horaire 17h - 2h, soit une durée de 9h).

L'instruction écrite datée du 09/01/2017, intitulée "Mise en by-pass machine ou équipements de collecte et traitement des COV" précise en son point 5 : "en cas de panne d'un équipement ou partie d'équipement de traitement, chimique ou relative à la concentration, un by-pass de mise à l'atmosphère peut être actionné temporairement". Ces éléments sont également précisés dans la procédure "réduction et traitement des COV" du 05/02/2019.

Sur ces 2 jours, les 22 et 23 octobre 2022, l'incinérateur (installation de traitement nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet) n'a pas été exploité de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles il n'a pu assurer pleinement sa fonction (non conforme à l'article 19 de l'arrêté du 02/02/1998). Sur cette période, l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées (un peu plus de 32 heures de by-pass pour 3,78 tonnes de COV rejetées).

**Observations :** S'agissant d'une situation ponctuelle observée sur un week-end en octobre 2022, il n'est pas proposé de suites administratives.

Le non-respect des règles générales et prescriptions techniques relève des dispositions de l'article R.514-4 3° du code de l'environnement. Un Procès-Verbal a ainsi été dressé et transmis au procureur de la République de Colmar.

Il est rappelé qu'en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre un rapport précisant notamment, les circonstances et les causes de ces rejets sur ce week-end, ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter que cela ne se reproduise.

**Type de suites proposées :** Procès verbal

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, article 15.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté ministériel du 28/01/1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable.</p> <p>L'établissement est soumis aux dispositions de la section III relatives à la protection contre la foudre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié par l'arrêté du 28/02/2022 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions imposent notamment la réalisation d'une analyse du risque foudre (ARF), suivant la norme NF EN 62 305-2, pour identifier les équipements et les structures dont la protection doit être assurée et définir les niveaux de protection exigés.</p> <p>Suivant les résultats de cette analyse, une étude technique (pour détailler et définir les mesures de protection à mettre en œuvre qu'elles soient contre les effets directs (installations extérieures de protection contre la foudre - IEPF) ou indirects (installations intérieures de protection - IIPF) afin d'atteindre les exigences de protection définies par l'ARF), une notice de vérification et de maintenance et un carnet de bord des installations de protection sont à établir.</p> <p>Ces dispositions sont applicables aux installations autorisées avant le 24/08/2008 depuis le 01/01/2012.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour rappel, il a été constaté lors de la dernière inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant dispose d'une analyse du risque foudre (ARF) datée de décembre 2019, réalisée par RG Consultant suivant la norme NF EN 62 305-2. Elle indique qu'une étude technique est nécessaire,</li> <li>- l'exploitant a fait réaliser une étude technique foudre le 30/12/2019 par RG Consultant,</li> <li>- l'exploitant dispose d'un dossier des ouvrages exécutés daté du 27/09/2022 réalisé par PROTIBAT, concernant la protection contre les effets directs et indirects de la foudre (travaux de mise en conformité réalisés en mai/juin et août 2022 selon les conclusions de l'étude technique).</li> </ul> <p>La vérification initiale réglementaire destinée à s'assurer que l'installation est conforme aux normes a été réalisée du 10 au 12 octobre 2022 par DEKRA, dans les 6 mois suivant l'installation d'une protection contre la foudre. Le rapport correspondant, daté du 29/10/2022, met en évidence 11 observations pour lesquelles des actions correctives ont été engagées (travaux réalisés par la société PROTIBAT les 12 et 15 décembre 2022 (informations sur la levée des réserves annotées sur le rapport de vérification) et en interne le 15/03/2023).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Contrôle de la situation acoustique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, articles 12.2 et 12.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 12.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/04/2002. « Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées [...] dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté. »</p> <p>Article 12.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/04/2002. « Un contrôle de la situation acoustique sera effectué [...] tous les 5 ans par un organisme ou une personne qualifié. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté. »</p>
<b>Constats :</b> L'environnement proche du site est le suivant (zone principalement urbaine) :



- l'ouest du site se situe en zone industrielle et l'autoroute A35 passe à environ 500 mètres,
- les limites de propriété sud, est et nord sont bordées par des habitations,
- une gare ferroviaire est également implantée à environ 200 mètres à l'est du site.

L'installation fonctionne 24h sur 24. L'exploitant précise en séance que l'activité est identique de jour comme de nuit.

L'exploitant a fait procéder à une étude acoustique du site avec une campagne de mesurage des niveaux sonores menée les mercredi 16 et jeudi 17 novembre 2022 de 14h30 à 09h30 environ (rapport de mesurage LN° E1054351/2201 - société DEKRA en date du 29/12/2022).

Six points de mesure en limite de propriété (nommés 1,2,3,4,5,6) ont été positionnés en fonction notamment de la présence de zones à émergence réglementée et trois autres points de mesure pour l'estimation des niveaux de bruit résiduel pour calculer l'émergence réglementaire au droit des ZER.

Le rapport stipule que les niveaux ambiants ont été mesurés lors de périodes représentatives de l'activité normale de l'entreprise, et que cette représentativité a été confirmée par l'exploitant.

L'étude fait apparaître que l'impact sonore engendré par l'activité de la société est non conforme aux exigences de l'arrêté précité. Elle met en évidence :

- un dépassement du niveau sonore réglementaire la nuit aux points 1 (53 dB(A) pour un seuil de 50 dB(A), au point 3 (52 dB(A)) et au point 5 (52 dB(A)),
- un dépassement des émergences réglementaires autorisées le jour :
  - au point 1 (émergence mesurée en dB (A) = 11.5, pour une émergence admissible de 5 dB (A)),
  - au point 6 (émergence mesurée en dB (A) = 6.5),
- un dépassement des émergences réglementaires autorisées la nuit :
  - au point 1 (émergence mesurée en dB (A) = 15, pour une émergence admissible de 3 dB (A)),
  - au point 2 (émergence mesurée en dB (A) = 6.5),
  - au point 3 (émergence mesurée en dB (A) = 14),
  - au point 4 (émergence mesurée en dB (A) = 9),
  - au point 6 (émergence mesurée en dB (A) = 7).

Pour rappel, le rapport des mesures réalisées en septembre 2020 ne mettait en évidence qu'un seul dépassement du niveau sonore réglementaire au droit du point 3 (niveau de bruit en période nocturne dépassant de 0.5 dB(A) le seuil de 50 dB(A) fixé dans l'arrêté préfectoral du site en limite de propriété).

Le rapport stipule que les constatations réalisées sur site montrent que les sources de bruit identifiées (extractions en façade et en toiture, incinérateur, groupe froid, machine à laver, bruits d'impact...) sont à l'origine des dépassements observés aux différents points cités dans la conclusion. Cependant, ce type de mesure ne permet pas d'identifier la contribution de chacune dans les niveaux sonores relevés à ces points.

**Observations :** L'exploitant a indiqué que, pour limiter les nuisances sonores au point de mesure n°1, un capot de réduction de bruit sera installé au droit de la soufflerie zone déchets intérieure (sortie au-dessus du compacteur bleu), sans précision de délai de réalisation.

Par ailleurs, le rapport stipule que les niveaux de bruit résiduel n'ont pu être mesurés société à l'arrêt. Ils ont donc été estimés en un point situé en zone d'ombre des bruits du site, dans une situation équivalente. Il apparaît donc que la détermination des émergences a été faite par différence des mesures de niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et d'une estimation des niveaux de bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement), ce qui peut avoir un impact sur les résultats obtenus. Au regard de ces éléments, l'exploitant s'est engagé en séance à réaliser une nouvelle campagne de mesurage des niveaux sonores notamment pour mesurer les niveaux de bruit résiduel (et vérifier les résultats obtenus à partir de mesures et non d'estimations). L'exploitant indique que cette campagne peut être réalisée courant de l'été 2023.

Bien que l'impact sonore engendré par l'activité de la société est non conforme aux exigences de l'arrêté au regard des éléments présentés, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade



considérant les engagements de l'exploitant, notamment la réalisation d'une nouvelle campagne de mesurage des niveaux sonores d'ici septembre 2023 et que l'Inspection n'a pas été destinataire de plaintes pour des nuisances sonores associées au fonctionnement de ce site. Il convient que l'exploitant transmette un bon de commande signé sous un délai d'un mois pour justifier de la programmation des mesures, attendues sous un délai de trois mois. Par ailleurs, l'installation du capot d'insonorisation susmentionné est attendue avant la réalisation des prochaines mesures pour en apprécier le gain. Le positionnement de l'Inspection sur la non-conformité constatée sera reconsidéré au regard des résultats qui seront à transmettre dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 et 3 mois

#### N° 6 : Nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.
<b>Constats :</b> Par courriel du 06/03/2023, la mairie de Sélestat a signalé à l'Inspection une plainte relative à d'éventuelles nuisances olfactives générées par l'installation. Par courriel du 08/03/2023, l'Inspection a pris l'attache de l'exploitant pour obtenir des informations à ce sujet.  Par courriel du 15/03/2023, l'exploitant a indiqué que suite à ses échanges réguliers avec le voisinage, il a été informé lors de la réunion organisée dans ce cadre le 07/10/2022 d'un problème lié à des nuisances olfactives dans le secteur et d'un dépôt noir et gras sur la véranda d'une maison voisine.  L'exploitant stipule qu'au regard de l'activité de l'installation, les odeurs susceptibles d'être générées par son fonctionnement ne seraient pas perceptibles uniquement le matin sur un horaire précis et répété. L'exploitant a alors encouragé le plaignant à prendre son attache lorsqu'il ressent des odeurs incommodantes dans le voisinage pour essayer d'identifier le type d'odeur et la source éventuelle. Depuis, l'exploitant n'a pas été contacté à ce sujet.  Concernant le dépôt noir sur une véranda, l'exploitant relève que les bâtiments de l'installation ne sont pas impactés et concernés par un tel dépôt, et qu'aucun autre riverain ne s'est manifesté pour faire part de ce problème. Lors de la réunion du 07/10/2022, l'exploitant a proposé au plaignant concerné de faire un prélèvement de ces dépôts pour les analyser. Un prélèvement a été effectué en ce sens le 29/03/2023 sur le toit de la véranda. Pour l'analyse, l'exploitant part de l'hypothèse que les sources de rejets dans l'air du site sont les émissions en toiture provenant des hottes d'extrusion, rejets provenant du RTO (les rejets de produits solvantés partent tous vers le RTO pour incinération dont le rendement d'efficacité est de l'ordre de 99% et mesuré trimestriellement) et que si les dépôts proviennent de son site, il s'agit de résidus provenant de ces hottes. L'analyse effectuée le 12/05/2023 (spectroscopie infrarouge permettant de déterminer la composition d'un échantillon, et permettant la comparaison des dépôts noirs de la véranda aux résidus récupérés sur les hottes d'extrusion) montrent que les compositions sont différentes. L'origine des dépôts noirs prélevés sur la véranda n'est donc pas liée aux émissions en toiture de l'installation provenant des hottes d'extrusion.
<b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant présente les résultats des analyses au voisin concerné par les dépôts noirs sur sa véranda. L'exploitant veillera à informer l'Inspection s'il est contacté par le voisinage suite à de nouvelles

nuisances olfactives dans le secteur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet